

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PONTOISE siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

I - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé MAUBUISSON I sis à Saint Ouen l'Aumône (95) 2 à 12 rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéro 35 lieudit « 2 rue Maurice Dampierre » pour 50 a 41 ca, portant sur le lot de volume 5, le lot 5047 : un appartement sis 8 rue Maurice Dampierre

II - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé INFRASTRUCTURE sis à Saint Ouen l'Aumône (95) rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéros 34 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 1 a 10 ca et 37 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 55 a 20 ca, portant sur les lots de volume 4, 5 et 6 le lot 51024 : un box sis 2 bis rue Maurice Dampierre

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS 542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin- Tél.: + 33 01 34 20 15 62 - Fax + 33 01 34 20 15 60.

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU DE

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Claude LAMBERT, Notaire à Saint Ouen l'Aumône (95), en date du 23 août 2010, contenant de trois prêts par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ et Monsieur Gulfam MUHAMMAD ci-après nommés d'un montant de 94.500 € au titre du prêt PAS LIBERTE, 13.500 € au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 27.000 € au titre du prêt à taux 0, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de Maître François LIEURADE, Huissier de Justice à SARCELLES, en date du 20 décembre 2019 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ, épouse de Monsieur Gulfam MUHAMMAD, de nationalité Française, née le 06/01/1981 à Pontoise (95), domiciliée 75 avenue du Bon temps - 95000 CERGY

Monsieur Gulfam MUHAMMAD, époux de Madame Tanzila TASSADAQ, de nationalité Française, né le 26/06/1976 à Kakhri Murid - Mandara (Pakistan), domicilié 75 avenue du Bon temps - 95000 CERGY

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 85.532,55 € au titre du prêt PAS LIBERTE, 4.132,11 € au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 27.224,64 € au titre du prêt à taux 0 montant des sommes dues valeur au 29 octobre 2019 selon décomptes joints
- les intérêts postérieurs au 29 octobre 2019 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 3,90 % l'an au titre du prêt PAS LIBERTE, 1,50 % l'an au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 0 % l'an au titre du prêt à taux 0

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 3,90 % l'an au titre du prêt PAS LIBERTE, 1,50 % l'an au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 0 % l'an au titre du prêt à taux 0

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Cergy Pontoise 1er Bureau pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Cergy Pontoise 1er Bureau en date du 11 février 2020 sous la référence volume 2020 S numéro 13.

L'assignation à comparaître aux débiteurs et créanciers inscrits a été délivrée pour l'audience d'orientation du 7 juillet 2020 à 15 heures 30 par actes de Maître François LIEURADE, Huissier de Justice à SARCELLES, et de la SELARLU DESAGNEAUX, Huissier de Justice à Paris

Dossier : MUHAMMAD
Crédit N° : 6877891
Suivi par : sandrine.moncuit
Vos réf : CVG 334 863 244
Ce document n'est pas un justificatif fiscal

Décompte crédit 6877891 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 17/02/2017			79 485,61 €
Solde débiteur au 17/02/2017		25,79 €	
Crédit exigible au 17/02/2017		0,00 €	79 511,40 €
Indemnité d'exigibilité 7,00% calculée sur la base de 79 511,40€ = 5 565,80 € (pour mémoire)			
Report au 17/02/2017		0,00 €	79 511,40 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/03/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	237,88 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/03/2017	-241,17 €	0,00 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/04/2017	318,91 €	318,91 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/05/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/05/2017	310,44 €	629,35 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/06/2017	318,91 €	948,26 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/07/2017	310,44 €	1 258,70 €	79 270,23 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/08/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/08/2017	-216,48 €	1 042,22 €	79 270,23 €
Versements de la période	-600,00 €		
Intérêts au 17/09/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/09/2017	-281,09 €	761,13 €	79 270,23 €

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/10/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/10/2017	-224,95 €	536,18 €	79 270,23 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/11/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/11/2017	-216,48 €	319,70 €	79 270,23 €
Versements de la période	-470,00 €		
Intérêts au 17/12/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/12/2017	-159,56 €	160,14 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/01/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/01/2018	318,91 €	479,05 €	79 270,23 €
Versements de la période	-413,60 €		
Intérêts au 17/02/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/02/2018	-94,69 €	384,36 €	79 270,23 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/03/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	237,16 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/03/2018	-241,89 €	142,47 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/04/2018	318,91 €	461,38 €	79 270,23 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/05/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/05/2018	-224,95 €	236,43 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/06/2018	318,91 €	555,34 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/07/2018	310,44 €	865,78 €	79 270,23 €
Versements de la période	-535,39 €		
Intérêts au 17/08/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/08/2018	-216,48 €	649,30 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/09/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	262,57 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/09/2018	318,91 €	968,21 €	79 270,23 €

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période			
Intérêts au 17/10/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	-667,83 €		
Cotisation d'assurance	254,10 €		
Report au 17/10/2018	56,34 €		
	-357,39 €	610,82 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/11/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/11/2018	56,34 €		
	318,91 €	929,73 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/12/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	254,10 €		
Report au 17/12/2018	56,34 €		
	310,44 €	1 240,17 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/01/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/01/2019	56,34 €		
	318,91 €	1 559,08 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/02/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	-667,83 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/02/2019	56,34 €		
	-348,92 €	1 210,16 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/03/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	237,16 €		
Report au 17/03/2019	56,34 €		
	293,50 €	1 503,66 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/04/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	-667,83 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/04/2019	56,34 €		
	-348,92 €	1 154,74 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/05/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	-550,00 €		
Cotisation d'assurance	254,10 €		
Report au 17/05/2019	56,34 €		
	-239,56 €	915,18 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/06/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	-620,00 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/06/2019	56,34 €		
	-301,09 €	614,09 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/07/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	254,10 €		
Report au 17/07/2019	56,34 €		
	310,44 €	924,53 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/08/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/08/2019	56,34 €		
	318,91 €	1 243,44 €	79 270,23 €
Versements de la période			
Intérêts au 17/09/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	-667,83 €		
Cotisation d'assurance	262,57 €		
Report au 17/09/2019	56,34 €		
	-348,92 €	894,52 €	79 270,23 €

Décompte crédit 6877891 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	-667,83 €		
Intérêts au 17/10/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	254,10 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 17/10/2019	-357,39 €	537,13 €	79 270,23 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 29/10/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	103,05 €		
Cotisation d'assurance	56,34 €		
Report au 29/10/2019	159,39 €	696,52 €	79 270,23 €
Indemnité d'exigibilité 7,00%	5 565,80 €		
Frais de procédure	pour mémoire		
Report au 29/10/2019	5 565,80 €	6 262,32 €	79 270,23 €
CRÉANCE EXIGIBLE AU 29/10/2019			85 532,55 €
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 3,90% sur la base du solde principal de la période précédente.



CRÉDIT FONCIER

Direction des Opérations Particuliers
Service Contentieux
TSA 83933
92894 NANTERRE CEDEX 9

Dossier : MUHAMMAD
Crédit N° : 6877889
Suivi par : sandrine.moncuit
Vos réf : CVG 334 863 244

Ce document n'est pas un justificatif fiscal

Décompte crédit 6877889 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 17/02/2017			5 071,56 €
Solde débiteur au 17/02/2017		0,00 €	
Exigibilité au 17/02/2017		0,00 €	5 071,56 €

Indemnité d'exigibilité 7,00% calculée sur la base de 5 071,56 € = 355,01 € (pour mémoire)

Report au 17/02/2017		0,00 €	5 071,56 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/03/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,84 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/03/2017	-115,38 €	0,00 €	4 956,18 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,31 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/04/2017	11,71 €	11,71 €	4 956,18 €
Versements de la période	-132,03 €		
Intérêts au 17/05/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,11 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/05/2017	-120,52 €	0,00 €	4 847,37 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,18 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/06/2017	11,58 €	11,58 €	4 847,37 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,98 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/07/2017	11,38 €	22,96 €	4 847,37 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/08/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,18 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/08/2017	-115,04 €	0,00 €	4 755,29 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/09/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,06 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/09/2017	11,46 €	11,46 €	4 755,29 €

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/10/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,86 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/10/2017	11,26 €	22,72 €	4 755,29 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/11/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	6,06 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/11/2017	-115,16 €	0,00 €	4 662,85 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/12/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,75 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/12/2017	11,15 €	11,15 €	4 662,85 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/01/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,94 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/01/2018	11,34 €	22,49 €	4 662,85 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/02/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,94 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/02/2018	11,34 €	33,83 €	4 662,85 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/03/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,37 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/03/2018	-115,85 €	0,00 €	4 580,83 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,84 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/04/2018	11,24 €	11,24 €	4 580,83 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/05/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,65 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/05/2018	-115,57 €	0,00 €	4 476,50 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/06/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,70 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/06/2018	-115,52 €	0,00 €	4 360,98 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,38 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/07/2018	10,78 €	10,78 €	4 360,98 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/08/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,56 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/08/2018	-115,66 €	0,00 €	4 256,10 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/09/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,42 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/09/2018	10,82 €	10,82 €	4 256,10 €

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/10/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,25 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/10/2018	-115,97 €	0,00 €	4 150,95 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/11/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,29 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/11/2018	10,69 €	10,69 €	4 150,95 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/12/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,12 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/12/2018	10,52 €	21,21 €	4 150,95 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/01/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,29 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/01/2019	10,69 €	31,90 €	4 150,95 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/02/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,29 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/02/2019	-115,93 €	0,00 €	4 066,92 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/03/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	4,68 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/03/2019	10,08 €	10,08 €	4 066,92 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/04/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,18 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/04/2019	-116,04 €	0,00 €	3 960,96 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/05/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	4,88 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/05/2019	10,28 €	10,28 €	3 960,96 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,05 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/06/2019	10,45 €	20,73 €	3 960,96 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	4,88 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/07/2019	10,28 €	31,01 €	3 960,96 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/08/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,05 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/08/2019	10,45 €	41,46 €	3 960,96 €
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/09/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	5,05 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/09/2019	-116,17 €	0,00 €	3 886,25 €

Décompte crédit 6877889 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	-126,62 €		
Intérêts au 17/10/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	4,79 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 17/10/2019	-116,43 €	0,00 €	3 769,82 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 29/10/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	1,88 €		
Cotisation d'assurance	5,40 €		
Report au 29/10/2019	7,28 €	7,28 €	3 769,82 €
Indemnité d'exigibilité 7,00%	355,01 €		
Frais de procédure	pour mémoire		
Report au 29/10/2019	355,01 €	362,29 €	3 769,82 €
CRÉANCE EXIGIBLE AU 29/10/2019			4 132,11 €
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 1,50% sur la base du solde principal de la période précédente.



CRÉDIT FONCIER

Direction des Opérations Particuliers
Service Contentieux
TSA 83333
92894 NANTERRE CEDEX 9

Dossier : MUHAMMAD
Crédit N° : 6877890
Suivi par : sandrine.moncult
Vos réf : CVG 334 863 244

Ce document n'est pas un justificatif fiscal

Décompte crédit 6877890 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 17/02/2017			27 000,00 €
Solde débiteur au 17/02/2017		0,00 €	
Crédit exigible au 17/02/2017		0,00 €	27 000,00 €
Report au 17/02/2017		0,00 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/03/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/03/2017	0,00 €	0,00 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/04/2017	17,28 €	17,28 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/05/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/05/2017	0,00 €	17,28 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/06/2017	17,28 €	34,56 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/07/2017	17,28 €	51,84 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/08/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/08/2017	0,00 €	51,84 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/09/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/09/2017	17,28 €	69,12 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		

	Variation	Solde débiteur	Principal
Intérêts au 17/10/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/10/2017	0,00 €	69,12 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/11/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/11/2017	0,00 €	69,12 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/12/2017 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/12/2017	17,28 €	86,40 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/01/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/01/2018	17,28 €	103,68 €	27 000,00 €
Versements de la période	-86,40 €		
Intérêts au 17/02/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/02/2018	-69,12 €	34,56 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/03/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/03/2018	0,00 €	34,56 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/04/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/04/2018	17,28 €	51,84 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/05/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/05/2018	0,00 €	51,84 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/06/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/06/2018	0,00 €	51,84 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/07/2018	17,28 €	69,12 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/08/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/08/2018	0,00 €	69,12 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/09/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/09/2018	17,28 €	86,40 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		

	Variation	Solde débiteur	Principal
Intérêts au 17/10/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/10/2018	0,00 €	86,40 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/11/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/11/2018	17,28 €	103,68 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/12/2018 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/12/2018	17,28 €	120,96 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/01/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/01/2019	17,28 €	138,24 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/02/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/02/2019	0,00 €	138,24 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/03/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/03/2019	17,28 €	155,52 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/04/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/04/2019	0,00 €	155,52 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/05/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/05/2019	17,28 €	172,80 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/06/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/06/2019	17,28 €	190,08 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/07/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/07/2019	17,28 €	207,36 €	27 000,00 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 17/08/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/08/2019	17,28 €	224,64 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		
Intérêts au 17/09/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/09/2019	0,00 €	224,64 €	27 000,00 €
Versements de la période	-17,28 €		

Décompte crédit 6877890 - MUHAMMAD au 29/10/2019

	Variation	Solde débiteur	Principal
Intérêts au 17/10/2019 (calculés sur le principal de la période précédente)	0,00 €		
Cotisation d'assurance	17,28 €		
Report au 17/10/2019	0,00 €	224,64 €	27 000,00 €
Frais de procédure			
Report au 29/10/2019	0,00 €	224,64 €	27 000,00 €

CRÉANCE EXIGIBLE AU 29/10/2019			27 224,64 €
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 0,00% sur la base du solde principal de la période précédente.

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE DE SAINT OUEN L'AUMONE (VAL D'OISE)

I - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé MAUBUISSON I sis 2 à 12 rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéro 35 lieudit « 2 rue Maurice Dampierre » pour 50 a 41 ca, portant sur le lot de volume 5 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 54, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volume publiés le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 54, portant sur le lot suivant sis 8 rue Maurice Dampierre :

- LOT NUMERO CINQ MILLE QUARANTE SEPT (5047) : un appartement situé au 1^{er} étage gauche, comprenant entrée, cuisine, séjour, deux chambres, salle de bains, wc, d'une superficie de 63,77 m², ainsi que les 122/25.000èmes des parties communes générales ;

II – Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé INFRASTRUCTURE sis rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéros 34 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 1 a 10 ca et 37 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 55 a 20 ca, portant sur les lots de volume 4, 5 et 6 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, portant sur le lot suivant sis 2 bis rue Maurice Dampierre :

- LOT NUMERO CINQUANTE ET UN MILLE VINGT QUATRE (51024) : un box, bâtiment INFRASTRUCTURE, portant le numéro 1024 au plan, ainsi que les 15/10.000èmes des parties communes générales.

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par Maître François LIEURADE, Huissier de Justice à SARCELLES en date du 3 février 2020 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Maître François LIEURADE

Huissiers de Justice Associé à la

SELARL LIEURADE

Tél. : 01.34.69.00.42

Fax : 01.34.69.17.31

Email : francois.lieurade@huissier-justice.fr

Etude principale
18 rue Parmentier
95200 SARCELLES

Etude annexe
3 bis avenue de Paris
95290 L'ISLE ADAM



PROCES VERBAL DE DESCRIPTION SUR SAISIE IMMOBILIERE

Constat du 3 février 2020

Page 1 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT
ET LE TROIS FEVRIER

A LA REQUETE DU :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 €
ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS
542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal
domicilié en cette qualité audit siège

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en
cette qualité audit siège.

Ayant pour avocat Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise,
demeurant 29 rue Pierre Butin à PONTOISE (95300) – Tél + 33 01 34 20 15 62 – Fax + 33 01 34 20 15 60,
lequel est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE PONTOISE et ses suites,

AGISSANT EN VERTU :

D'un commandement de payer valant saisie immobilière signifié en date du 20 Décembre 2020.

LEQUEL EN APPLICATION DE LA LOI M'AUTORISE A L'EFFET DE :

Procéder à la description des droits et biens immobilier, décrits comme suit :

COMMUNE DE SAINT OUEN L'AUMONE (VAL D'OISE)

I - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier
dénommé MAUBUISSON I sis 2 à 12 rue Maurice Dampierre cadastré
section BK numéro 35 lieudit « 2 rue Maurice Dampierre » pour 50 a 41 ca,
portant sur le lot de volume 5 ayant fait l'objet d'un état descriptif de
division et règlement de copropriété publié le 6 janvier 2010 volume 2010 P
numéro 54, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de
division en volume publiés le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 54,
portant sur le lot suivant sis 8 rue Maurice Dampierre :

Constat du 3 février 2020

Page 2 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



- LOT NUMERO CINQ MILLE QUARANTE SEPT (5047) : un appartement situé au 1^{er} étage gauche, escalier U, comprenant entrée, cuisine, salle de bains, séjour, deux chambres, wc, séchoir, rangement, ainsi que les 122/25.000èmes des parties communes générales ;

II – Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé INFRASTRUCTURE sis rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéros 34 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 1 a 10 ca et 37 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 55 a 20 ca, portant sur les lots de volume 4, 5 et 6 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, portant sur le lot suivant sis 2 bis rue Maurice Dampierre :

- LOT NUMERO CINQUANTE ET UN MILLE VINGT QUATRE (51024) : un box, bâtiment INFRASTRUCTURE, portant le numéro 1024 au plan, ainsi que les 15/10.000èmes des parties communes générales.

Lesdits biens appartenant à Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ et Monsieur Gulfam MUHAMMAD suivant acte en date du 23 août 2010 publié le 24 septembre 2010 volume 2010 P numéro 7383.

Je, François LIEURADE huissier de justice associé de la SELARL François LIEURADE titulaire d'un office d'huissier de justice 95200 SARCELLES 18 rue Parmentier, soussigné,

Déférant à cette réquisition, je me suis transporté 8 rue Maurice Dampierre à SAINT OUEN L'AUMONE (Val d'Oise), 1^{er} étage, porte gauche,

Où étant ce jour sur place à 11 heures, assisté de Monsieur Jérémy QUETIEZ, serrurier, et de deux témoins majeurs requis, j'ai constaté ce qui suit :

CONSTATATIONS

Personne ne répondant à mes appels j'ai fait procéder à l'ouverture forcée des portes lesquelles ont été refermées à la fin de mes opérations.

Les lieux sont intégralement meublés, mais visiblement temporairement inoccupés et consistent en :

- un appartement de trois pièces principales (lot 5047),
- et un BOX n°1024 (lot 51024);

L'immeuble, construit depuis plus de 30 années, présente des façades bon état. L'ensemble des menuiseries extérieures des portes et fenêtres sont en bon état.

Constat du 3 février 2020

Page 3 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



Les espaces verts et les parties dont l'accès est commun, halls et escaliers sont en bon état.



Le Syndic de la copropriété affiché est le suivant :



Les lieux sont distribués comme suit :

■ **Une entrée/dégagement vers l'arrière :**

Le carrelage du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Un placard de rangement ;
- Un interphone.

Constat du 3 février 2020

Page 4 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010





Une salle de séjour à droite en entrant :

Le carrelage du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une baie vitrée PVC double vitrage ouvrant sur le balcon.



Constat du 3 février 2020

Page 5 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



➤ **Une cuisine attenante :**

Le carrelage du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Un évier en inox;
- Un placard de rangement ;
- Une baie vitrée PVC double vitrage ouvrant sur le balcon.



➤ **Une chambre en 1^{ère} porte gauche dans le dégagement :**

La porte d'entrée qui permet d'y accéder est en bon état.

Le parquet flottant du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une fenêtre PVC double vitrage ;
- Un placard de rangement.

Constat du 3 février 2020

Page 6 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010





- Une chambre en 2^{ème} porte gauche dans le dégagement :

La porte d'entrée qui permet d'y accéder est en bon état.

Le parquet flottant du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une fenêtre PVC double vitrage ;
- Un placard de rangement.



Constat du 3 février 2020

Page 7 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



☛ **La salle de bains dans le dégagement :**

La porte qui permet d'y accéder est en bon état.

Le carrelage du sol et les peintures et faïences des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une baignoire complète.
- Un lavabo ;



☛ **Les WC en porte droite dans le dégagement :**

La porte qui permet d'y accéder est en bon état.

Le carrelage du sol et les peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Un bloc WC.

Constat du 3 février 2020

Page 8 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010





L'ensemble de l'appartement est chauffé par une chaudière électrique.

Un métrage des lieux est effectué sous mon contrôle par la société CERTIMMO.

***EN FOI DE QUOI, J'AI DRESSE LE PRESENT PROCES VERBAL DE
CONSTAT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.***



Constat du 3 février 2020

Page 9 sur 9

Acte authentique dont les mentions relatives aux constatations font foi jusqu'à preuve contraire
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

ANNEE DE MAJ 2019		DEP DIR 95 0	COM 572 ST OREN L'AUIMONE	TRES 038		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ		NUMERO 1001450																				
Propriétaire/Indivision APT 75 ET 4 ESC 4 PORTE 142 75 AV DU BONTEMPS Propriétaire/Indivision 60 AV DU BONTEMPS 95800 CERCY				MCIRES 95800 CERCY MCIRES6		MUHAMMADJULIAM MUHAMMADJANZILA																						
PROPRIETES BATIES																												
DESIGNATION DES PROPRIETES				IDENTIFICATION DU LOCAL			EVALUATION DU LOCAL																					
AN SEC	N	C	N°	ADRESSE	CODE	BAT	ENT	NIV	N	N°	N°	S	M	AF	NAT	CAT	RC COM	IMPOSABLE	COLL	NAT	AN	AN	FRACTION	%	TX	COEF	RC	
11 BK	34			2 B RUE MAURICE DAMPIERRE	0490	A	06	R1	24001	051688	1572A	C	H	BX	B			213		EXO	RET	DBB	RC EXO	EXO	QM		213	
11 BK	35			8 RUE MAURICE DAMPIERRE	0490	LC	01	01	02001	0367938	8572A	C	H	AF	5M			2237									2237	
REVIMPOSABLE COM 2450 EUR				R EXO			0 EUR			R EXO			0 EUR			2450 EUR			0 EUR			2450 EUR			0 EUR			
R IMP				R IMP			R IMP			R IMP			R IMP			R IMP			R IMP			R IMP			R IMP			
PROPRIETES NON BATIES										EVALUATION																		
DESIGNATION DES PROPRIETES										EVALUATION																		
AN	SECTION	N	N	ADRESSE	CODE	N°	PARC	EP	DP	S	SUR	GR	CL	NAT	CONTENANCE	BA	CA	REVENU	COUL	NAT	AN	AN	FRACTION	RC	%	EXO	TC	POINTE
HA CA REVIMPOSABLE										R EXO			0 EUR			R EXO			0 EUR			MAJ TC			0 EUR			
CONT 0										R IMP			0 EUR			R IMP			0 EUR			R IMP			0 EUR			

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens appartenant à Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ et Monsieur Gulfam MUHAMMAD suivant acte en date du 23 août 2010 publié le 24 septembre 2010 sous la référence volume 2010 P numéro 7383 pour l'avoir acquis de Monsieur Bernard Paul François BIARD né le 5 janvier 1922 à Saint Clair sur Epte (27), Madame Claudine Albertine JULES née le 2 septembre 1925 à Buhy (95) et de Madame Bernadette Augustine Paulette BIARD née le 21 octobre 1953 à Suresnes (92).

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1^o du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

48 000,00 € - quarante-huit mille euros

Fait et rédigé, à **Pontoise**
Le **29.05.22**

AARPI BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS

29, Rue Pierre Butin

95000 PONTOISE

Tél. 01 34 26 15 02 – Fax 01 34 20 15 60

Toque 6

Vente MUHAMMAD
Audience d'Orientation 7 juillet 2020

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille vingt, le 29 mai


par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PONTOISE, a
comparu, Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au
Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre
Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de
comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de Maître
François LIEURADE, Huissier de Justice à SARCELLES en date du 25 mai
2020,

dont acte,

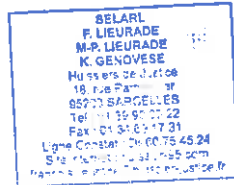
Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

AARPI BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS


Maître Paul BUISSON
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 - Fax 01 34 20 15 60
Toque 6

Première Expedition

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL
JUDICIAIRE DE PONTOISE**



L'an deux mille vingt, le **VINGT CINQ MAI**

A la requête de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 €
ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS
542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal
domicilié en cette qualité audit siège

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés
en cette qualité audit siège.

Elisant domicile chez Maître Paul BUISSON, AARPI BUISSON &
ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE
95300 - 29, rue Pierre Butin, lequel est constitué et occupera sur les
poursuites d'expropriation devant le TRIBUNAL JUDICIAIRE DE
PONTOISE et ses suites,

J'ai Nous François LIEURADE, Maître-Pierre LIEURADE, Huissiers de Justice associés
et Kaassandra GENOVESE Huissier de Justice salarié, au sein de la SELARL F. LIEURADE
Téléphone 01 34 63 00 22 et 01 34 63 17 31 à la résidence de SARCELLES (Val d'Oise)
61818 rue Pierre Butin - 95300 SARCELLES

donné assignation à :

Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ, épouse de Monsieur
Gulfam MUHAMMAD, de nationalité Française, née le 06/01/1981 à
Pontoise (95), domiciliée 75 avenue du Bon temps - 95000 CERGY

Où étant et parlant à : *Comme il est dit en fin d'acte*

Monsieur Gulfam MUHAMMAD, époux de Madame Tanzila
TASSADAQ, de nationalité Française, né le 26/06/1976 à Kakhri Murid
Mandara (Pakistan), domicilié 75 avenue du Bon temps - 95000 CERGY

Où étant et parlant à : *Comme il est dit en fin d'acte*

A comparaître devant Madame le Juge de l'exécution près le Tribunal Judiciaire de Pontoise à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière en date du 20 décembre 2020 publié en date du 11 février 2020 au 1^{er} bureau du Service de la Publicité Foncière de Cergy volume 2020 S numéro 13, de votre immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE SAINT OUEEN L'AUMONE (VAL D'OISE)

I - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé MAUBUISSON I sis 2 à 12 rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéro 35 lieudit « 2 rue Maurice Dampierre » pour 50 a 41 ca, portant sur le lot de volume 5 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 54, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volume publiés le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 54, portant sur le lot suivant sis 8 rue Maurice Dampierre :

- LOT NUMERO CINQ MILLE QUARANTE SEPT (5047) : un appartement situé au 1^{er} étage gauche, escalier U, comprenant entrée, cuisine, salle de bains, séjour, deux chambres, wc, séchoir, rangement, ainsi que les 122/25.000èmes des parties communes générales ;

II - Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé INFRASTRUCTURE sis rue Maurice Dampierre cadastré section BK numéros 34 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 1 a 10 ca et 37 lieudit « rue Maurice Dampierre » pour 55 a 20 ca, portant sur les lots de volume 4, 5 et 6 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes publié le 14 janvier 2010 volume 2010 P numéro 305, portant sur le lot suivant sis 2 bis rue Maurice Dampierre :

- LOT NUMERO CINQUANTE ET UN MILLE VINGT QUATRE (51024) : un box, bâtiment INFRASTRUCTURE, portant le numéro 1024 au plan, ainsi que les 15/10.000èmes des parties communes générales.

L'audience d'orientation est fixée au Tribunal Judiciaire de Pontoise céans 3 rue Victor Hugo - 95302 PONTOISE CEDEX, salle desdites audiences **le mardi 7 juillet 2020 à 15 heures 30.**

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul ; vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau du Val d'Oise. A défaut d'être présents ou représentés par un Avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier poursuivant.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande Incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Et à même requête et éléction de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation, ou au cabinet de l'Avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de :
48 000,00 € - quarante huit mille euros

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R 322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

Article R 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L. 721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R. 721-5 de ce Code. ».

Article R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation. »

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi numéro 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application numéro 91-1266 du 19 décembre 1991.

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE détient une créance sur Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ et Monsieur Gulfam MUHAMMAD, d'un montant de 85.532,55 € au titre du prêt PAS LIBERTE, 4.132,11 € au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 27.224,64 € au titre du prêt à taux 0, valeur au 29 octobre 2019, outre les intérêts postérieurs au taux de 3,90 % l'an au titre du prêt PAS LIBERTE, 1,50 % l'an au titre du prêt FONCIER AVANTAGE et 0 % l'an au titre du prêt à taux 0.

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Claude LAMBERT, Notaire à Saint Ouen l'Aumône (95), en date du 23 août 2010, contenant trois prêts par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Madame Tanzila MUHAMMAD née TASSADAQ et Monsieur Gulfam MUHAMMAD.

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attirer ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« Dans les deux mois qui suivent la publication au fichier immobilier du commandement de payer valant saisie, le créancier poursuivant assigne le débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation. »

« L'assignation est délivrée dans un délai compris entre un et trois mois avant la date d'audience. ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :

« Le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de Maître François LIEURADE - Huissier de Justice à Sarcelles (95) ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Madame le Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de Pontoise de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant à la somme précisée au commandement de payer, outre les intérêts au taux moratoire indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de Maître François LIEURADE - Huissier de Justice à Sarcelles (95) ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Autoriser une publicité supplémentaire sur Internet (LICITOR),

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIECES :

1. Acte de prêt du 23 août 2010
2. Lettres recommandées avec accusé de réception en date du 6 mars 2019
3. Commandement de payer valant saisie immobilière en date du 20 décembre 2019
4. Etats hypothécaires sur formalité de publication du commandement
5. Procès-verbal de description de Maître François LIEURADE, Huissier de Justice, en date du 3 février 2020

**SELARL
F. LIEURADE**
M-P. LIEURADE
Huissiers de Justice
K. GENOVESE
Huissier de Justice salariée
18, rue Parmentier
95200 SARCELLES
Tél : 01.39.90.00.22
Fax : 01.34.69.17.31
Site internet : huissier-95.com
francois.lieurade@huissier-justice.fr
NOUVELLE COMPETENCE
JUDICIAIRE :
DEPARTEMENTS
DU VAL D'OISE (95),
DES HAUTS DE SEINE (92),
DES YVELINES (78) ET DE
L'EUR-ET-LOIR (28).

Réception du lundi au vendredi
de 9h à 12h30

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

Coût-décret n° 2016-230 du 26/02/2016

Coût	
Nature	Montant
Art. R444-3	53,62
SCT Art 444-48	7,67
Total H.T.	61,29
T.V.A à 20 %	12,26
Lettre	3,40
Taxe	14,89
Total TTC	91,84

Art. R.444-3 : Droits fixes
Calculé sur la somme de 2000 €

SCT A.444-48 : Frais de Déplacement
DEP A.444-15 : Droit d'Engagement des Poursuits
Lettre : Affranchissement

Acte soumis à la taxe



Référence V39191.00
PVSE STD

MODALITE DE REMISE DE L'ACTE SIGNIFICATION EN L'ETUDE EN DATE DU LUNDI VINGT CINQ MAI DEUX MILLE VINGT

A la demande de LE CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme au capital social de 1 331 40 718,80 euros, dont le siège social es 19 rue des Capucines 75001 PARIS, immatriculée au RCS PARIS sous le numéro 542 029 848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège., la copie de (ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION A UNE AUDIENCE D'ORIENTATION) destinée à :

M. MUHAMMAD Gulfam
75 avenue du Bontemps
Etage 4, Appart. 142,
95000 CERGY

a été, le LUNDI VINGT CINQ MAI DEUX MILLE VINGT, remise par l'Huissier de Justice soussignée

Sur place,

- Maison, bureau ou local fermé lors de mon passage
- Personne ne répondant à mes appels et lieu de travail inconnu, si personne physique ; ou aucun représentant légal, personne habilitée ou acceptant de recevoir l'acte, si personne morale

après avoir vérifié la certitude du domicile du destinataire caractérisé par les éléments suivants :

- Destinataire de l'acte déjà connu de l'Etude.
- Présence du nom du destinataire sur la boîte aux lettres.
- Confirmation du domicile par le voisinage.

la signification à personne, à domicile, étant impossible, la copie du présent acte est déposée en mon étude, sous enveloppe fermée ne portant d'autre indication d'un côté, que les nom et adresse du destinataire de l'acte et de l'autre, le cachet de l'Huissier de Justice apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage a été laissé ce jour au domicile conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile et la lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile, avec copie de l'acte de signification, a été adressée ce jour ou au plus tard le premier jour ouvrable suivant.

La copie du présent comporte sept feuilles.

Visa par l'Huissier des mentions
relatives à la signification



Me F. LIEURADE

SELARL
F. LIEURADE
 M-P. LIEURADE
 Huissiers de Justice
 K. GENOVESE
 Huissier de Justice salariée
 18, rue Parmentier
 95200 SARCCELLES
 Tél : 01.39.90.00.22
 Fax : 01.34.69.17.31
 Site internet : huissier-95.com
 francois.lieurade@huissier-justice.fr
 NOUVELLE COMPETENCE
 JUDICIAIRE :
 DEPARTEMENTS
 DU VAL D'OISE (95),
 DES HAUTS DE SEINE (92),
 DES YVELINES (78) ET DE
 L'EUR-ET-LOIR (28).

Réception du lundi au vendredi
 de 9h à 12h30

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

Coût-décret n°2016-230 du 29/02/2016

Coût	
Nature	Montant
Art. R444-3	53.62
SCT Art.444-48	7.67
Total H.T.	61.29
T.V.A à 20 %	12.26
Lettre	3.40
Taxe	14.89
Total TTC	91.84

Art. R.444-3 : Droits fixes
 Calculé sur la somme de 2000 €

SCT A.444-48 : Frais de Déplacement
 DEP A.444-15 : Droit d'Engagement des Poursuites
 Lettre : Affranchissement

Acte soumis à la taxe



Référence V39191.00
 PV55 STD

MODALITE DE REMISE DE L'ACTE SIGNIFICATION EN L'ETUDE EN DATE DU LUNDI VINGT CINQ MAI DEUX MILLE VINGT

A la demande de LE CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme au capital social de 1 331 400 718.80 euros, dont le siège social es 19 rue des Capucines 75001 PARIS, immatriculée au RCS PARIS sous le numéro 542 029 848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège., la copie de (ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION A UNE AUDIENCE D'ORIENTATION) destinée à :

Mme MUHAMMAD Tanzila née TASSADAQ
 75 avenue du Bontemps
 Etage 4, Apart. 142,
 95000 CERGY

a été, le LUNDI VINGT CINQ MAI DEUX MILLE VINGT, remise par l'Huissier de Justice soussigné

Sur place,

- Maison, bureau ou local fermé lors de mon passage
- Personne ne répondant à mes appels et lieu de travail inconnu, si personne physique ou aucun représentant légal, personne habilitée ou acceptant de recevoir l'acte, si personne morale

après avoir vérifié la certitude du domicile du destinataire caractérisé par les éléments suivants :

- Destinataire de l'acte déjà connu de l'Etude.
- Présence du nom du destinataire sur la boîte aux lettres.
- Confirmation du domicile par le voisinage.

la signification à personne, à domicile, étant impossible, la copie du présent acte est déposée en mon étude, sous enveloppe fermée ne portant d'autre indication d'un côté, que les nom et adresse du destinataire de l'acte et de l'autre, le cachet de l'Huissier de Justice apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage a été laissé ce jour au domicile conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile et la lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile, avec copie de l'acte de signification, a été adressée ce jour ou au plus tard le premier jour ouvrable suivant.

La copie du présent comporte sept feuilles.

Visa par l'Huissier des mentions
 relatives à la signification



Me F. LIEURADE

Vente MUHAMMAD
Audience d'Orientation 7 juillet 2020

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille vingt, le 29 MAI

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PONTOISE, a
comparu Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au
Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre
Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du
commandement valant saisie,

dont acte,


Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

AARPI BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 - Fax 01 34 20 15 60
Toque 6

Demande de renseignements ⁽¹⁾
 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : **F113**
 Déposée le : **11/2/2020**
 Références du dossier : **2020513**

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE	IDENTITÉ NOM ET SIGNATURE DU DEMANDATEUR ⁽²⁾
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <u>Commandement immobilier</u>	M. BUISSON & ASSOCIÉS <u>Avocats</u> <u>29 rue Pierre Butin</u> <u>95300 Pontoise</u>
Service de dépôt : <u>1er bureau Cergy</u>	Adresse courriel ⁽³⁾ : <u>alouvet@buissonavocats.com</u> Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u>
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Formalité de _____ Vol. _____ N° _____	A <u>PONTOISE</u> , le <u>10/02/2010</u> Signature 

COÛT

Demande principale : _____ = **12 €**
 Nombre de feuilles intercalaires : _____
 - nombre de personnes supplémentaires : _____ 2 x 5 € = **10 €**
 - nombre d'immeubles supplémentaires : _____ x _____ € = **0 €**
 Frais de renvoi : _____ **2,00 €**
☐ règlement joint ☒ compte usager **TOTAL = 24,00 €**

MODE DE PAIEMENT (à compléter en fonction du mode de paiement choisi)

☐ numéraire
☐ chèque ou C.D.C.
☐ mandat
☐ virement
☐ utilisation du compte d'usager : _____

QUITTANCE : _____

PÉRIODE DE DÉCLARATION	
- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le	- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES			
N°	Personnes physiques : Nom Personnes morales : Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁹⁾	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	MUHAMMAD	Gulfam	28.08.1976 à Kalkhi Murid Mandara (Pakistan)
2	TASSADAQ	Tanzila	06.01.1981 à Pontoise (95)
3	BIARD	Bernard Paul François	05.01.1922 à Saint Clair sur Epte (95)

DOSSIER D'ADRESSE DES IMMOBILISÉS				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	Saint Ouen l'Aumône 8 rue Maurice Dampierre	section BK numéro 35	5	5047
2	Saint Ouen l'Aumône 2 bis rue Maurice Dampierre	section BK numéros 34 et		
3		37	4, 5 et 6	51024
4				
5				

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION
<p><input type="checkbox"/> DEMANDE IRREGULIERE</p> <p>Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) <input type="checkbox"/> insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles <input type="checkbox"/> demande irrégulière en la forme </div> <div> <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> défaut de paiement <input type="checkbox"/> autre : _____ </div> </div> <p><input type="checkbox"/> REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE</p> <p>Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁹⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> aucune formalité. <input type="checkbox"/> que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint. <input type="checkbox"/> que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes. </div> <div style="text-align: right;"> <p>le _____</p> <p><i>Pour le service de la publicité foncière, le comptable des finances publiques,</i></p> </div> </div>

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁹⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁹⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

[illegible]

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

⁽¹⁾ Identité et adresse postale du requérant.

(2) Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.



Liberté - Égalité - Fraternité
République Française

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 1

Demande de renseignements n° 9504P01 2020F113
déposée le 11/02/2020, par Maître BUISSON

CERTIFICAT

Réf. dossier : CDT DE SAISIE MUHAMMAD

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDII : du 01/01/1970 au 01/06/2000
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 20 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDII : du 02/06/2000 au 07/10/2019 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 2 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 08/10/2019 au 11/02/2020 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CERGY-PONTOISE 1, le 12/02/2020
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Roland FARNO

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

FICHE SPECIALE DE LOTS

[illegible]

SECTION E N° du PLAN 2208 RUE FG
 COMMUNE ST OÛEN L'A

III - FURNEMENT CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-DESSUS (en cas de sous-ventilation)

II - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Colonne de l'annuaire de la commune de St Oûen l'A

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

E 1104 - 1210 FG

1	Number	2	Name	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	
---	--------	---	------	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

SECTION: E N° du PLAN 2206 RUE: FG
 COMMUNE: SIOUEN L'A

1. - INSCRIPTION EN L'IMMATRICULE
 2. - INSCRIPTION EN L'IMMATRICULE
 3. - INSCRIPTION EN L'IMMATRICULE

A. - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES
 B. - CHARGES, PRIVILEGES ET SERVITUDES

C. - SERVITUDES PASSIVES
 D. - SERVITUDES PASSIVES

E. - SERVITUDES PASSIVES

F. - SERVITUDES PASSIVES

G. - SERVITUDES PASSIVES

H. - SERVITUDES PASSIVES

I. - SERVITUDES PASSIVES

J. - SERVITUDES PASSIVES

K. - SERVITUDES PASSIVES

L. - SERVITUDES PASSIVES

M. - SERVITUDES PASSIVES

N. - SERVITUDES PASSIVES

O. - SERVITUDES PASSIVES

P. - SERVITUDES PASSIVES

Q. - SERVITUDES PASSIVES

R. - SERVITUDES PASSIVES

S. - SERVITUDES PASSIVES

T. - SERVITUDES PASSIVES

U. - SERVITUDES PASSIVES

V. - SERVITUDES PASSIVES

W. - SERVITUDES PASSIVES

X. - SERVITUDES PASSIVES

Y. - SERVITUDES PASSIVES

Z. - SERVITUDES PASSIVES

0. - SERVITUDES PASSIVES

1. - SERVITUDES PASSIVES

2. - SERVITUDES PASSIVES

3. - SERVITUDES PASSIVES

4. - SERVITUDES PASSIVES

5. - SERVITUDES PASSIVES

6. - SERVITUDES PASSIVES

7. - SERVITUDES PASSIVES

8. - SERVITUDES PASSIVES

9. - SERVITUDES PASSIVES

10. - SERVITUDES PASSIVES

11. - SERVITUDES PASSIVES

12. - SERVITUDES PASSIVES

13. - SERVITUDES PASSIVES

14. - SERVITUDES PASSIVES

15. - SERVITUDES PASSIVES

16. - SERVITUDES PASSIVES

17. - SERVITUDES PASSIVES

18. - SERVITUDES PASSIVES

19. - SERVITUDES PASSIVES

20. - SERVITUDES PASSIVES

21. - SERVITUDES PASSIVES

22. - SERVITUDES PASSIVES

23. - SERVITUDES PASSIVES

24. - SERVITUDES PASSIVES

25. - SERVITUDES PASSIVES

26. - SERVITUDES PASSIVES

27. - SERVITUDES PASSIVES

28. - SERVITUDES PASSIVES

29. - SERVITUDES PASSIVES

30. - SERVITUDES PASSIVES

31. - SERVITUDES PASSIVES

32. - SERVITUDES PASSIVES

33. - SERVITUDES PASSIVES

34. - SERVITUDES PASSIVES

35. - SERVITUDES PASSIVES

36. - SERVITUDES PASSIVES

37. - SERVITUDES PASSIVES

38. - SERVITUDES PASSIVES

39. - SERVITUDES PASSIVES

40. - SERVITUDES PASSIVES

41. - SERVITUDES PASSIVES

42. - SERVITUDES PASSIVES

43. - SERVITUDES PASSIVES

44. - SERVITUDES PASSIVES

45. - SERVITUDES PASSIVES

46. - SERVITUDES PASSIVES

47. - SERVITUDES PASSIVES

48. - SERVITUDES PASSIVES

49. - SERVITUDES PASSIVES

50. - SERVITUDES PASSIVES

51. - SERVITUDES PASSIVES

52. - SERVITUDES PASSIVES

53. - SERVITUDES PASSIVES

54. - SERVITUDES PASSIVES

55. - SERVITUDES PASSIVES

56. - SERVITUDES PASSIVES

57. - SERVITUDES PASSIVES

58. - SERVITUDES PASSIVES

59. - SERVITUDES PASSIVES

60. - SERVITUDES PASSIVES

61. - SERVITUDES PASSIVES

62. - SERVITUDES PASSIVES

63. - SERVITUDES PASSIVES

64. - SERVITUDES PASSIVES

65. - SERVITUDES PASSIVES

66. - SERVITUDES PASSIVES

67. - SERVITUDES PASSIVES

68. - SERVITUDES PASSIVES

69. - SERVITUDES PASSIVES

70. - SERVITUDES PASSIVES

71. - SERVITUDES PASSIVES

72. - SERVITUDES PASSIVES

73. - SERVITUDES PASSIVES

74. - SERVITUDES PASSIVES

75. - SERVITUDES PASSIVES

76. - SERVITUDES PASSIVES

77. - SERVITUDES PASSIVES

78. - SERVITUDES PASSIVES

79. - SERVITUDES PASSIVES

80. - SERVITUDES PASSIVES

81. - SERVITUDES PASSIVES

82. - SERVITUDES PASSIVES

83. - SERVITUDES PASSIVES

84. - SERVITUDES PASSIVES

85. - SERVITUDES PASSIVES

86. - SERVITUDES PASSIVES

87. - SERVITUDES PASSIVES

88. - SERVITUDES PASSIVES

89. - SERVITUDES PASSIVES

90. - SERVITUDES PASSIVES

91. - SERVITUDES PASSIVES

92. - SERVITUDES PASSIVES

93. - SERVITUDES PASSIVES

94. - SERVITUDES PASSIVES

95. - SERVITUDES PASSIVES

96. - SERVITUDES PASSIVES

97. - SERVITUDES PASSIVES

98. - SERVITUDES PASSIVES

99. - SERVITUDES PASSIVES

100. - SERVITUDES PASSIVES

COMMUNE : **ST OUEN-LAU**

SECTION : **F** N° du PLAN : **2589** MAIR : **FG**

1 - DÉCLARATION DE L'IMMOBILITÉ

2 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'IMMOBILITÉ DÉSIGNÉE (sur les bases à compléter)

3 - DIVERS

4 - DIVERS

5 - DIVERS

6 - DIVERS

7 - DIVERS

8 - DIVERS

9 - DIVERS

10 - DIVERS

11 - DIVERS

12 - DIVERS

13 - DIVERS

14 - DIVERS

15 - DIVERS

16 - DIVERS

17 - DIVERS

18 - DIVERS

19 - DIVERS

20 - DIVERS

21 - DIVERS

22 - DIVERS

23 - DIVERS

24 - DIVERS

25 - DIVERS

26 - DIVERS

27 - DIVERS

28 - DIVERS

29 - DIVERS

30 - DIVERS

31 - DIVERS

32 - DIVERS

33 - DIVERS

34 - DIVERS

35 - DIVERS

36 - DIVERS

37 - DIVERS

38 - DIVERS

39 - DIVERS

40 - DIVERS

41 - DIVERS

42 - DIVERS

43 - DIVERS

44 - DIVERS

45 - DIVERS

46 - DIVERS

47 - DIVERS

48 - DIVERS

49 - DIVERS

50 - DIVERS

51 - DIVERS

52 - DIVERS

53 - DIVERS

54 - DIVERS

55 - DIVERS

56 - DIVERS

57 - DIVERS

58 - DIVERS

59 - DIVERS

60 - DIVERS

61 - DIVERS

62 - DIVERS

63 - DIVERS

64 - DIVERS

65 - DIVERS

66 - DIVERS

67 - DIVERS

68 - DIVERS

69 - DIVERS

70 - DIVERS

71 - DIVERS

72 - DIVERS

73 - DIVERS

74 - DIVERS

75 - DIVERS

76 - DIVERS

77 - DIVERS

78 - DIVERS

79 - DIVERS

80 - DIVERS

81 - DIVERS

82 - DIVERS

83 - DIVERS

84 - DIVERS

85 - DIVERS

86 - DIVERS

87 - DIVERS

88 - DIVERS

89 - DIVERS

90 - DIVERS

91 - DIVERS

92 - DIVERS

93 - DIVERS

94 - DIVERS

95 - DIVERS

96 - DIVERS

97 - DIVERS

98 - DIVERS

99 - DIVERS

100 - DIVERS

Renseignements complémentaires										Famille habite en 1945	Dates, nombres et autres des familles	Observations	Famille habite en 1945	Dates, nombres et autres des familles	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10						
123	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
124	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
125	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
126	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
127	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
128	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
129	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
130	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
131	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
132	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
133	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
134	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
135	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
136	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
137	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
138	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
139	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
140	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
141	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
142	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
143	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
144	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
145	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
146	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
147	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
148	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
149	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
150	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
151	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
152	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
153	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
154	12	12	12	12	12	12	12	12	12						
155	12	12	12	12	12	12	12	12	12						

[illegible]

Porteur avec outes de la division du E 930

Prime cost, 25¢ 25¢ 25¢

E 2875 from 4th to 2nd 2579 from 2nd to 1800 2881 from 0500 to
 2881 from 1100 to 2881 from 1100 to 2881 from 1100 to 2881 from 1100 to

II — LOTTERIEGEWINN (Declaración del Jefe en el momento de la Lotería)

1. **Wachstum des
Plasmas**
 2. **Reifung**
 3. **Entwicklung**
 4. **Reifung**
 5. **Entwicklung**
 6. **Reifung**
 7. **Entwicklung**
 8. **Reifung**
 9. **Entwicklung**
 10. **Reifung**
 11. **Entwicklung**
 12. **Reifung**
 13. **Entwicklung**
 14. **Reifung**
 15. **Entwicklung**
 16. **Reifung**
 17. **Entwicklung**
 18. **Reifung**
 19. **Entwicklung**
 20. **Reifung**
 21. **Entwicklung**
 22. **Reifung**
 23. **Entwicklung**
 24. **Reifung**
 25. **Entwicklung**
 26. **Reifung**
 27. **Entwicklung**
 28. **Reifung**
 29. **Entwicklung**
 30. **Reifung**
 31. **Entwicklung**
 32. **Reifung**
 33. **Entwicklung**
 34. **Reifung**
 35. **Entwicklung**
 36. **Reifung**
 37. **Entwicklung**
 38. **Reifung**
 39. **Entwicklung**
 40. **Reifung**
 41. **Entwicklung**
 42. **Reifung**
 43. **Entwicklung**
 44. **Reifung**
 45. **Entwicklung**
 46. **Reifung**
 47. **Entwicklung**
 48. **Reifung**
 49. **Entwicklung**
 50. **Reifung**
 51. **Entwicklung**
 52. **Reifung**
 53. **Entwicklung**
 54. **Reifung**
 55. **Entwicklung**
 56. **Reifung**
 57. **Entwicklung**
 58. **Reifung**
 59. **Entwicklung**
 60. **Reifung**
 61. **Entwicklung**
 62. **Reifung**
 63. **Entwicklung**
 64. **Reifung**
 65. **Entwicklung**
 66. **Reifung**
 67. **Entwicklung**
 68. **Reifung**
 69. **Entwicklung**
 70. **Reifung**
 71. **Entwicklung**
 72. **Reifung**
 73. **Entwicklung**
 74. **Reifung**
 75. **Entwicklung**
 76. **Reifung**
 77. **Entwicklung**
 78. **Reifung**
 79. **Entwicklung**
 80. **Reifung**
 81. **Entwicklung**
 82. **Reifung**
 83. **Entwicklung**
 84. **Reifung**
 85. **Entwicklung**
 86. **Reifung**
 87. **Entwicklung**
 88. **Reifung**
 89. **Entwicklung**
 90. **Reifung**
 91. **Entwicklung**
 92. **Reifung**
 93. **Entwicklung**
 94. **Reifung**
 95. **Entwicklung**
 96. **Reifung**
 97. **Entwicklung**
 98. **Reifung**
 99. **Entwicklung**
 100. **Reifung**

1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						

240	11	11	4	11	668	EP 388-216
-----	----	----	---	----	-----	------------

2018	11	2018-11	AMC	EP 589-118
------	----	---------	-----	------------

246	11	4	11	855	66 886 - 160
-----	----	---	----	-----	--------------

646	11	11	11	645	EP 818	-198
647	"	"	"			
648	"	"	"			
649	"	"	"			
650	"	"	"			
651	"	"	"			
652	"	"	"			
653	"	"	"			
654	"	"	"			
655	"	"	"			
656	"	"	"			
657	"	"	"			
658	"	"	"			
659	"	"	"			
660	"	"	"			
661	"	"	"			
662	"	"	"			
663	"	"	"			
664	"	"	"			
665	"	"	"			
666	"	"	"			
667	"	"	"			
668	"	"	"			
669	"	"	"			
670	"	"	"			
671	"	"	"			
672	"	"	"			
673	"	"	"			
674	"	"	"			
675	"	"	"			
676	"	"	"			
677	"	"	"			
678	"	"	"			
679	"	"	"			
680	"	"	"			
681	"	"	"			
682	"	"	"			
683	"	"	"			
684	"	"	"			
685	"	"	"			
686	"	"	"			
687	"	"	"			
688	"	"	"			
689	"	"	"			
690	"	"	"			
691	"	"	"			
692	"	"	"			
693	"	"	"			
694	"	"	"			
695	"	"	"			
696	"	"	"			
697	"	"	"			
698	"	"	"			
699	"	"	"			
700	"	"	"			

200	11	98	1	1.124	CP 388	194
200	"	"	"	7.998	CP 848	195

250	11	11	11	863	33	507	-	296
251	11	11	11	11	11	11	11	11

[illegible]

085	11	11	11	735	SEP 30 9-200
-----	----	----	----	-----	--------------

[illegible]

229	0	11	11	11	957	50	812-106
-----	---	----	----	----	-----	----	---------

Figure 1: A schematic diagram of a 1D lattice chain. The chain consists of sites labeled 1, 2, 3, ..., N. A central site is labeled 'i'. To the left of site i, there is a dashed line representing a boundary. To the right of site i, there is a solid line representing a boundary. The chain is labeled '1D Lattice Chain'.

Demande de renseignements n° 9504P01 2020R113

1 - LOTTERIES AND DRAWINGS OF LOTS OR REPRESENTATION (Lot)					A - NOTATIONS, SERVICES, ACTIVITIES (note)		B - CHARGES, PRIVILEGES AND HYPOTHEQUES (note)			
N° de Bénéficiaire	Escalier	Etage	Nombre de pièces ou nature du lot	Millelites	Immeuble notifié au lot	Date, nature et nature des formalités	Observations	Immeuble notifié au lot	Date, nature et nature des formalités	Observations
1				75.000						
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41										
42										
43										
44										
45										
46										
47										
48										
49										
50										
51										
52										
53										
54										
55										
56										
57										
58										
59										
60										
61										
62										
63										
64										
65										
66										
67										
68										
69										
70										
71										
72										
73										
74										
75										
76										
77										
78										
79										
80										
81										
82										
83										
84										
85										
86										
87										
88										
89										
90										
91										
92										
93										
94										
95										
96										
97										
98										
99										
100										

[illegible]

II - LOTISSEMENT (Déclaration des lots en optionnés) (Suite)

A - MUTATIONS SERVICES ACTIFS (Suite)

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)

N°	N° de lot	N° de parcelle	N° de lot	N° de parcelle	N° de lot	N° de parcelle	N° de lot	N° de parcelle	N° de lot	N° de parcelle
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°
N°	N°	N°	N°	N°						

[illegible]

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 03/10/2002	Référence d'enlissement : 9504P01 2002V3998	Date de l'acte : 30/09/2002
	Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE		
	Rédacteur : ADM TP ST OUEN L'AUMONE / ST OUEN L'AUMONE		

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 22/10/2002	Référence d'enlissement : 9504P01 2002V4241	Date de l'acte : 21/10/2002
	Nature de l'acte : BORR DEPOT 2002 D 15791 de la formalité initiale du 03/10/2002 Sages : 9504P01 Vol 2002V N° 3998		
	Rédacteur : ADM TP ST OUEN L'AUMONE / ST OUEN L'AUMONE		
	Domicile élu : ST OUEN L'AUMONE EN LA TRESORERIE		

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2002V4241 : HYPOTHEQUE LEGALE ACTE DU 02/10/2002

Créanciers					Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes				
	TRESOR PUBLIC				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1	DEJEAN DE LA BATIE				30/07/1960
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ST OUEN L AUMONE	B 3579		45
		ST OUEN L AUMONE	B 3668		99
					1027

Montant Principal : 84.482,00 EUR
Date extrême d'effet : 03/10/2012

Complément : lire M DEJEAN DE LA BATIE Nguyen Phuoc Tai Tuan au lieu de DEJEAN DE LA BATIE Roger Nguyen Phuoc Tai Tuan
lire B 3579 LOTS 99 ET 45 ET B 3668 LOT 1027

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 05/12/2003	Référence de dépôt : 9504P01 2003D18831
	Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 22/10/2002 Sages : 9504P01 Vol 2002V N° 4241	
	de la formalité initiale du 03/10/2002 Sages : 9504P01 Vol 2002V N° 3998	
	Rédacteur : /	
	Domicile élu :	

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2003D18831 : HYPOTHEQUE LEGALE

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
	TRESOR PUBLIC				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	DEJEAN DE LA BATIE		30/07/1960		
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ST OUEN L AUMONE	B 2202		
			B 3668		1027
		ST OUEN L AUMONE	B 3579		45
					99

Montant Principal : 84 482,00 EUR

Complément : RECTIFICATION DU SERVICE : C'EST A TORT ET PAR ERREUR QUE LA COPROPRIETE A ETE DESIGNEE, B 3668 LOT 1027, AU LIEU DE, B 3668 et B 2202 LOT 1027

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 27/01/2005	Référence d'enlèvement : 9504P01 2005P857	Date de l'acte : 27/01/2005
	Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANEMENT SAINT OUEN L AUMONE		
	Rédacteur : ADM SERVICE DU CADASTRE / CERGY		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2005P857/UD10 :

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		E	448			ST OUEN L AUMONE		BK	1		
ST OUEN L AUMONE		E	1830			ST OUEN L AUMONE		BK	2		
ST OUEN L AUMONE		E	449			ST OUEN L AUMONE		BK	3		
ST OUEN L AUMONE		E	450			ST OUEN L AUMONE		BK	4		
ST OUEN L AUMONE		E	2909			ST OUEN L AUMONE		BK	5		
ST OUEN L AUMONE		E	3453			ST OUEN L AUMONE		BK	7		
ST OUEN L AUMONE		E	451			ST OUEN L AUMONE		BK	8		
ST OUEN L AUMONE		E	479			ST OUEN L AUMONE		BK	9		
ST OUEN L AUMONE		E	484			ST OUEN L AUMONE		BK	10		
ST OUEN L AUMONE		E	3301			ST OUEN L AUMONE		BK	11		
ST OUEN L AUMONE		E	3300			ST OUEN L AUMONE		BK	13		
ST OUEN L AUMONE		E	483			ST OUEN L AUMONE		BK	14		
ST OUEN L AUMONE		E	482			ST OUEN L AUMONE		BK	15		
ST OUEN L AUMONE		E	481			ST OUEN L AUMONE		BK	16		
ST OUEN L AUMONE		E	480			ST OUEN L AUMONE		BK	17		
ST OUEN L AUMONE		E	470			ST OUEN L AUMONE		BK	18		
ST OUEN L AUMONE		E	469			ST OUEN L AUMONE		BK	19		
ST OUEN L AUMONE		E	468			ST OUEN L AUMONE		BK	20		
ST OUEN L AUMONE		E	466			ST OUEN L AUMONE		BK	21		
ST OUEN L AUMONE		E	467			ST OUEN L AUMONE		BK	22		
ST OUEN L AUMONE		E	471			ST OUEN L AUMONE		BK	23		
ST OUEN L AUMONE		E	472			ST OUEN L AUMONE		BK	24		

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2005P857/UD10 :

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L. AUMONE		E	475			ST OUEIN L. AUMONE		BK	26		
ST OUEIN L. AUMONE		E	476			ST OUEIN L. AUMONE		BK	27		
ST OUEIN L. AUMONE		E	477			ST OUEIN L. AUMONE		BK	28		
ST OUEIN L. AUMONE		E	452			ST OUEIN L. AUMONE		BK	29		
ST OUEIN L. AUMONE		E	456			ST OUEIN L. AUMONE		BK	30		
ST OUEIN L. AUMONE		E	453			ST OUEIN L. AUMONE		BK	31		
ST OUEIN L. AUMONE		E	455			ST OUEIN L. AUMONE		BK	32		
ST OUEIN L. AUMONE		E	2602			ST OUEIN L. AUMONE		BK	33		
ST OUEIN L. AUMONE		E	2395			ST OUEIN L. AUMONE		BK	35		
ST OUEIN L. AUMONE		E	3578			ST OUEIN L. AUMONE		BK	36		
ST OUEIN L. AUMONE		E	3579			ST OUEIN L. AUMONE		BK	38		
ST OUEIN L. AUMONE		E	3793			ST OUEIN L. AUMONE		BK	39		
ST OUEIN L. AUMONE		E	2202			ST OUEIN L. AUMONE		BK	34		
ST OUEIN L. AUMONE		E	3668			ST OUEIN L. AUMONE		BK	37		

Disposition n° 2 de la formalité 9504P01 2005P857/UD10 :

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L. AUMONE		E	489 à 490			ST OUEIN L. AUMONE		BK	12		
ST OUEIN L. AUMONE		E	474			ST OUEIN L. AUMONE		BK	25		
		E	3879 à 3880								
ST OUEIN L. AUMONE		E	2904			ST OUEIN L. AUMONE		BK	6		
		E	3669								

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

N° d'ordre : 5	<p>Date de dépôt : 20/01/2006</p> <p>Référence de dépôt : 9504P01 2006D1182</p> <p>Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 27/01/2005 Sages : 9504P01 Vol 2005P N° 857</p> <p>Rédacteur : /</p> <p><i>Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D1182 : PV DE REMANIEMENT UD N°8</i></p> <p>Erreur du service, il a été pris à tort les lots 1 à 8, 10 à 15 et 17 à 23 au lieu des lots 1 à 8, 10 à 15 et 17 à 33 pour la copropriété sise à SAINT OUEN L'AUMONE, cadastrée avant remaniement E 969 devenue après remaniement BI 273</p>
N° d'ordre : 6	<p>Date de dépôt : 30/03/2006</p> <p>Référence de dépôt : 9504P01 2006D5486</p> <p>Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 27/01/2005 Sages : 9504P01 Vol 2005P N° 857</p> <p>Rédacteur : /</p> <p><i>Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D5486 : PV DE REMANIEMENT du 27/01/2005</i></p> <p>C'est à tort si lors du procès verbal de Remaniement sur SAINT OUEN L'AUMONE, il a été indiqué que la copropriété cadastrée: E 3090 Volume 2 lots 5 à 30 est devenue BI 276 alors qu'il fallait lire: E 3090 lots 5 à 30 est devenue BI 276 lots 5 à 30.</p>
N° d'ordre : 7	<p>Date de dépôt : 05/04/2006</p> <p>Référence de dépôt : 9504P01 2006D5980</p> <p>Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 27/01/2005 Sages : 9504P01 Vol 2005P N° 857</p> <p>Rédacteur : /</p> <p><i>Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D5980 : PV de Remaniement du 27/01/2005</i></p> <p>Correction de service: c'est à tort qu'il a été indiqué que la copropriété sur SAINT OUEN L'AUMONE, cadastrée : D 3257 et 3261, lots 1 à 16, est devenue BP 83 et 90, lots 1 à 16, alors qu'il fallait lire: -parcelle D 3261 devenue BP 83 -la copropriété D 3261, lots 1 à 16 est devenue BP 90 lots 1 à 16.</p>
N° d'ordre : 8	<p>Date de dépôt : 15/05/2006</p> <p>Référence de dépôt : 9504P01 2006D8220</p> <p>Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 05/04/2006 Sages : 9504P01 Vol 2006D N° 5980 de la formalité initiale du 27/01/2005 Sages : 9504P01 Vol 2005P N° 857</p> <p>Rédacteur : /</p>

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D8220 :

Correction de service: c'est à tort qu'il a été indiqué sur SAINT OUEN L'AUMONE que la copropriété: D 3257 et 3261 lots 1 à 16 est devenue BP 83 et 90 lots 1 à 90, alors qu'il fallait lire : - parcelle D 3261 devenue BP 83 - la copropriété D 3257(et non D 3261) , lots 1 à 16 est devenue BP 90 lots 1 à 90.

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 17/05/2006	Référence de dépôt : 9504P01 2006D8369
Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 27/01/2005 Sages : 9504P01 Vol 2005P N° 857		
Rédacteur : /		

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D8369 : PV DE REMANIEMENT DU 27/01/2005 UNITE 20

6. ERREUR DU SERVICE c'est à tort si dans le PV de REMANIEMENT sur SAINT OUEN L'AUMONE il a été identifié une copropriété D n° 4031 lots 1 à 6 devenue BN n° 112 lots 1 à 6. Alors qu'il faut lire section D n° 4031 VOLUMES 1 à 6 devenue section BN n° 112 VOLUMES 1 à 6.

Disposition n° 2 de la formalité 9504P01 2006D8369 :

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pix	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pix	Sec	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		D	4056			ST OUEN L AUMONE		BN	111		

Complément : ERREUR DU SERVICE le changement de désignation de la parcelle D 4056 en BN 111 sur SAINT OUEN L'AUMONE n'avait pas été effectué

N° d'ordre : 10	Date de dépôt : 17/05/2006	Référence de dépôt : 9504P01 2006D8427
Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 05/12/2003 Sages : 9504P01 Vol 2003D N° 18831 de la formalité initiale du 03/10/2002 Sages : 9504P01 Vol 2002V N° 3998.		
Rédacteur : /		

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2006D8427 :

CORRECTION DE SERVICE : l'assise de la copropriété sur saint ouen l'Aumone était cadastrée section E 2202 et 3668 à la date de la formalité.

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 06/01/2010	Référence d'enlèvement : 9504P01 2010P54
Nature de l'acte : ANNULATION ET CREATION EDD, CESSION		
Rédacteur : NOT MARQUETTE / PONTOISE		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Disposition n° 1 de la formalité 9504P01 2010P54 : Annulation et Création d'un EDD-RCP

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE	BK	35			1	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5001
ST OUEN L AUMONE	BK	35			2	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5002
ST OUEN L AUMONE	BK	35			3	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5003
ST OUEN L AUMONE	BK	35			4	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5004
ST OUEN L AUMONE	BK	35			5	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5005
ST OUEN L AUMONE	BK	35			6	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5006
ST OUEN L AUMONE	BK	35			7	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5007
ST OUEN L AUMONE	BK	35			8	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
											5008

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		9	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5009
ST OUEN L AUMONE		BK	35		10	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5010
ST OUEN L AUMONE		BK	35		11	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5011
ST OUEN L AUMONE		BK	35		12	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5012
ST OUEN L AUMONE		BK	35		13	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5013
ST OUEN L AUMONE		BK	35		14	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5014
ST OUEN L AUMONE		BK	35		15	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5015
ST OUEN L AUMONE		BK	35		16	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5016

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE	BK	35			17	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5017
ST OUEN L AUMONE	BK	35			18	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5018
ST OUEN L AUMONE	BK	35			19	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5019
ST OUEN L AUMONE	BK	35			20	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5020
ST OUEN L AUMONE	BK	35			21	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5021
ST OUEN L AUMONE	BK	35			22	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5022
ST OUEN L AUMONE	BK	35			23	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5023
ST OUEN L AUMONE	BK	35			24	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35				ST OUEN L AUMONE	BK	35			5024

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		25	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5025
ST OUEN L AUMONE		BK	35		26	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5026
ST OUEN L AUMONE		BK	35		27	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5027
ST OUEN L AUMONE		BK	35		28	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5028
ST OUEN L AUMONE		BK	35		29	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5029
ST OUEN L AUMONE		BK	35		30	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5030
ST OUEN L AUMONE		BK	35		31	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5031
ST OUEN L AUMONE		BK	35		32	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5032

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			33	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5033
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			34	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5034
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			35	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5035
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			36	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5036
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			37	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5037
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			38	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5038
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			39	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5039
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			40	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5040

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		41	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5041
ST OUEN L AUMONE		BK	35		42	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5042
ST OUEN L AUMONE		BK	35		43	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5043
ST OUEN L AUMONE		BK	35		44	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5044
ST OUEN L AUMONE		BK	35		45	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5045
ST OUEN L AUMONE		BK	35		46	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5046
ST OUEN L AUMONE		BK	35		47	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5047
ST OUEN L AUMONE		BK	35		48	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5048

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Prix	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Prix	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			49	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5049
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			50	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5050
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			51	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5051
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			52	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5052
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			53	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5053
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			54	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5054
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			55	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5055
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			56	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	
											5056

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère				Immeuble Fille			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Lot
ST OUEN L AUMONE	BK	35			57	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			58	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			59	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			60	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			61	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			62	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			63	ST OUEN L AUMONE	5
ST OUEN L AUMONE	BK	35			64	ST OUEN L AUMONE	5

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE	BK	35			65	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5065	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			66	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5066	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			67	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5067	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			68	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5068	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			69	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5069	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			70	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5070	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			71	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5071	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			72	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
										5072	

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		73	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5073
ST OUEN L AUMONE		BK	35		74	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5074
ST OUEN L AUMONE		BK	35		75	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5075
ST OUEN L AUMONE		BK	35		76	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5076
ST OUEN L AUMONE		BK	35		77	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5077
ST OUEN L AUMONE		BK	35		78	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5078
ST OUEN L AUMONE		BK	35		79	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5079
ST OUEN L AUMONE		BK	35		80	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5080

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pix	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pix	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			81	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			82	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5081
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			83	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5082
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			84	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5083
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			85	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5084
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			86	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5085
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			87	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5086
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			88	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5087
											5088

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		89	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5089
ST OUEN L AUMONE		BK	35		90	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5090
ST OUEN L AUMONE		BK	35		91	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5091
ST OUEN L AUMONE		BK	35		92	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5092
ST OUEN L AUMONE		BK	35		93	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5093
ST OUEN L AUMONE		BK	35		94	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5094
ST OUEN L AUMONE		BK	35		95	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5095
ST OUEN L AUMONE		BK	35		96	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5096

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Prix	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Prix	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			97	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			98	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5097
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			99	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5098
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			100	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5099
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			101	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5100
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			102	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5101
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			103	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5102
ST OUEN L. AUMONE	BK	35			104	ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5103
ST OUEN L. AUMONE	BK	35				ST OUEN L. AUMONE	BK	35		5	5104

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		105	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5105
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		106	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5106
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		107	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5107
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		108	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5108
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		109	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5109
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		110	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5110
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		111	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5111
ST OUEN L'AUMONE		BK	35		112	ST OUEN L'AUMONE		BK	35	5	5112

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEHL AUMONE		BK	35		113	ST OUEHL AUMONE		BK	35	5	
ST OUEHL AUMONE		BK	35			ST OUEHL AUMONE		BK	35		5113
				114						5	
ST OUEHL AUMONE		BK	35		115	ST OUEHL AUMONE		BK	35	5	5114
ST OUEHL AUMONE		BK	35			ST OUEHL AUMONE		BK	35		5115
				116						5	
ST OUEHL AUMONE		BK	35		117	ST OUEHL AUMONE		BK	35	5	5116
ST OUEHL AUMONE		BK	35			ST OUEHL AUMONE		BK	35		5117
				118						5	
ST OUEHL AUMONE		BK	35		119	ST OUEHL AUMONE		BK	35	5	5118
ST OUEHL AUMONE		BK	35			ST OUEHL AUMONE		BK	35		5119
				120						5	
ST OUEHL AUMONE		BK	35			ST OUEHL AUMONE		BK	35		5120

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		121	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5121
ST OUEN L AUMONE		BK	35		122	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5122
ST OUEN L AUMONE		BK	35		123	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5123
ST OUEN L AUMONE		BK	35		124	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5124
ST OUEN L AUMONE		BK	35		125	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5125
ST OUEN L AUMONE		BK	35		126	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5126
ST OUEN L AUMONE		BK	35		127	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5127
ST OUEN L AUMONE		BK	35		128	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5128

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			129	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5129
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			130	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5130
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			131	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5131
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			132	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5132
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			133	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5133
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			134	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5134
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			135	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5135
ST OUEIN L'AUMONE	BK	35			136	ST OUEIN L'AUMONE	BK	35		5	5136

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		137	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5137
ST OUEN L AUMONE		BK	35		138	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5138
ST OUEN L AUMONE		BK	35		139	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5139
ST OUEN L AUMONE		BK	35		140	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5140
ST OUEN L AUMONE		BK	35		141	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5141
ST OUEN L AUMONE		BK	35		142	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5142
ST OUEN L AUMONE		BK	35		143	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5143
ST OUEN L AUMONE		BK	35		144	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5144

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Pfk	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfk	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			145	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5145
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			146	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5146
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			147	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5147
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			148	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5148
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			149	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5149
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			150	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5150
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			151	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5151
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			152	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5152

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		153	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5153
ST OUEN L AUMONE		BK	35		154	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5154
ST OUEN L AUMONE		BK	35		155	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5155
ST OUEN L AUMONE		BK	35		156	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5156
ST OUEN L AUMONE		BK	35		157	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5157
ST OUEN L AUMONE		BK	35		158	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5158
ST OUEN L AUMONE		BK	35		159	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5159
ST OUEN L AUMONE		BK	35		160	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5160

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE	BK	35			161	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEN L AUMONE	BK	35			162	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5161
ST OUEN L AUMONE	BK	35			163	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5162
ST OUEN L AUMONE	BK	35			164	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5163
ST OUEN L AUMONE	BK	35			165	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5164
ST OUEN L AUMONE	BK	35			166	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5165
ST OUEN L AUMONE	BK	35			167	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5166
ST OUEN L AUMONE	BK	35			168	ST OUEN L AUMONE	BK	35		5	5167
											5168

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			177	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			178	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5177
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			179	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5178
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			180	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5179
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			181	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5180
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			182	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5181
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			183	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5182
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			184	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5183
											5184

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		185	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5185
ST OUEN L AUMONE		BK	35		186	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5186
ST OUEN L AUMONE		BK	35		187	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5187
ST OUEN L AUMONE		BK	35		188	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5188
ST OUEN L AUMONE		BK	35		189	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5189
ST OUEN L AUMONE		BK	35		190	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5190
ST OUEN L AUMONE		BK	35		191	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5191
ST OUEN L AUMONE		BK	35		192	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5192

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			193	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			194	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5193
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			195	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5194
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			196	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5195
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			197	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5196
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			198	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5197
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			199	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5198
ST OUEIN L AUMONE	BK	35			200	ST OUEIN L AUMONE	BK	35		5	5199
											5200

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1970 AU 07/10/2019

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ST OUEN L AUMONE		BK	35		201	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5201
ST OUEN L AUMONE		BK	35		202	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5202
ST OUEN L AUMONE		BK	35		203	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5203
ST OUEN L AUMONE		BK	35		204	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5204
ST OUEN L AUMONE		BK	35		205	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5205
ST OUEN L AUMONE		BK	35		206	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5206
ST OUEN L AUMONE		BK	35		207	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5207
ST OUEN L AUMONE		BK	35		208	ST OUEN L AUMONE		BK	35	5	5208